

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LANDESBANK SAAR

Société de droit allemand au capital de EUR 254.619.407,03
Siège social : Ursulinenstraße 2, 66111 Sarrebruck, Allemagne

A - Comptes sociaux

I. Bilan au 31 décembre 2024

Actif	2024				2023
	EUR	EUR	EUR	EUR	kEUR
1. Réserve de trésorerie					
a) Caisse			0		0
b) Avoirs auprès de banques centrales			49.850.793,79		56.576
dont:					
auprès de la Banque Fédérale Allemande	49.850.793,79				(56.576)
c) Avoirs auprès d'organisme de chèques et virements postaux			0,00	49.850.793,79	0
2. Titres d'emprunt et effets acceptés par les banques centrales aux fins de refinancement					56.576
a) Bons du Trésor et bons de caisse à intérêts précomptés ainsi qu'autres titres d'emprunt publics similaires			0,00		0
dont:					
Susceptible d'être refinancés auprès de la Banque Fédérale Allemande	0,00				(0)
b) Effets			0,00	0,00	0
3. Créances sur établissements de crédit					0
a) à vue			1.760.889.651,39		2.027.444
b) autres créances			487.239.823,10	2.248.129.474,49	628.176
dont :					2.655.620
Prêts hypothécaires	0,00				(0)
Crédits communaux	0,00				(70)
dont à la construction de la caisse d'épargne-construction:					
Prêts d'épargne-construction	0,00				(0)
Crédits de préfinancement et de crédits-relais	0,00				(0)
autres prêts à la construction	0,00				(0)
4. Créances sur clients				14.488.129.759,62	14.018.140
dont:					
Prêts hypothécaires	1.778.048.039,30				(1.755.086)
Crédits communaux	5.688.343.375,13				(5.178.839)
Contre prêt de titres	0,00				(0)
Prêts à la construction de la caisse d'épargne-construction					
Prêts d'épargne-construction	166.136.129,05				(94.973)
Crédit de préfinancement et crédits-relais	487.732.643,73				(544.233)
autres prêts à la construction	542.494.717,90				(526.828)
dont:					
Garantis par des droits de gage fonciers	1.017.215.567,97				(977.750)
5. Obligations et autres titres à revenu fixe					
a) Billets de trésorerie					
aa) d'émetteurs publics		0,00			0
dont : mobilisables auprès de la Banque Fédérale Allemande	0,00				(0)
ab) d'autres émetteurs		0,00	0,00		0
dont : mobilisables auprès de la Banque Fédérale Allemande	0,00				0
b) Emprunts et obligations					
ba) d'émetteurs publics		231.979.487,44			220.176
dont : mobilisables auprès de la Banque Fédérale Allemande	231.979.487,44				(220.176)
bb) d'autres émetteurs		872.546.795,34	1.104.526.282,78		771.659
dont : mobilisables auprès de la Banque Fédérale Allemande					991.835
c) Propres obligations	842.872.777,67		158.651.896,50	1.263.178.179,28	(721.810)
					126.965

Montant nominal	177.150.000,00				(142.650 1.118.800
6. Actions et autres titres à revenu variable				187.770.706,58	190.273
7. Participations				14.107.409,33	13.307
dont :					
dans des établissements de crédit	1.359.913,77				(1.360)
dans des instituts de services financiers	0,00				(0)
dans des instituts de fond de placement	571.500,00				(572)
8. Parts dans des entreprises liées				325.000,00	325
dont :					
dans des établissements de crédit	0,00				(0)
dans des instituts de services financiers	0,00				(0)
9. Actifs fiduciaires				0,00	53
dont: Crédits fiduciaires	0,00				(53)
10. Créances de compensation sur l'État et obligations résultants de leur échange				0,00	0
11. Immobilisations incorporelles			0,00		0
a) Droits de propriété industrielle, droits et valeurs similaires générés en interne					
b) Concessions droits de propriété industrielle et droits et valeurs similaires, licences sur de tels droits et valeurs, acquis à titre onéreux			1.675.039,47		1.662
c) Goodwill			0,00		0
d) Avances et acomptes			0,00	1.675.039,47	0
12. Immobilisations corporelles				2.207.727,57	1.662
13. Autres éléments de l'actif circulant				33.983.442,02	2.654
14. Comptes de régularisation				104.512.919,91	32.397
dont:					110.148
issus des opérations d'émission et de prêt	37.451.455,47				(37.585)
autres	67.061.464,44				(72.563)
15. Actifs d'impôt différé				40.020.228,87	33.407
Total de l'actif				18.433.890.680,93	18.233.362

Passif	2024				2023
	EUR	EUR	EUR	EUR	kEUR
1. Dettes envers les établissements de crédit					
a) à vue			236.981.913,91		180.328
b) à durée convenue ou délai de résiliation			3.657.854.321,76		3.859.831
dont:					
Titres hypothécaires nominatifs émis	70.282.936,63				(70.252)
Titres publics nominatifs émis	188.898.052,58				(259.084)
c) Dépôts d'épargne-construction			12.879.327,44	3.907.715.563,11	12.869
dont:					4.053.028
sur contrats résiliés	0,00				(0)
sur contrats alloués	0,00				(0)
2. Dettes envers les clients					
a) Dépôts d'épargne					
aa) à délai de résiliation convenu de trois mois		58.194,70			113
ab) à délai de résiliation convenu de plus de trois mois		10.163,46			263
ac) Dépôts d'épargne-construction		982.114.423,52	982.182.781,68		987.543
dont:					987.919
sur contrats résiliés	5.048.508,33				(12.757)
sur contrats alloués	27.285.572,53				(26.521)
b) Autres dettes					
ba) à vue		1.692.799.395,98			1.779.650
bb) à durée convenue ou délai de résiliation		5.451.647.051,25	7.144.446.447,23	8.126.629.228,91	4.920.486

dont					6.700.136
Titres hypothécaires nominatifs émis	193.961.092,33				7.688.055
Titres publics nominatifs émis	1.479.127.339,48				(95.663)
					(1.157.172)
3. Dettes titrisées					
a) Obligations émises			5.076.595.999,59		5.226.960
dont :					
titres hypothécaires	449.315.094,89				(504.012)
titres publics	2.221.175.840,95				(1.972.616)
autres obligations	2.406.105.063,75				(2.750.332)
b) Autres dettes titrisées			0	5.076.595.999,59	0
dont:					5.226.960
Billets de trésorerie	0,00				(0)
Propres acceptations et billets à ordre en circulation	0,00				(0)
4. Passifs fiduciaires				0,00	53
dont:					(53)
Crédits fiduciaires	0,00				
5. Autres dettes				67.128.673,10	40.187
6. Comptes de régularisation				119.278.108,87	122.395
dont :					
Issus des opérations d'émissions et de prêt	25.035.923,80				(25.537)
autres	94.242.181,07				(96.859)
6.a. Dettes latentes au titre de l'impôt				0,00	0
7. Provisions					
a) Provisions pour pensions et obligations similaires			45.000.132,60		45.717
b) Provisions pour impôts			17.907.995,16		4.981
c) Autres provisions			17.444.479,33	80.352.607,09	19.888
7a. Fonds techniques de garantie pour l'épargne-construction					70.586
				21.000,00	21
8. Dettes subordonnées				178.800.000,00	186.800
9. Capital en droit de jouissance				0,00	0
dont:					
Exigible avant expiration d'un délai de deux ans	0,00				(0)
10. Fonds pour risques bancaires généraux				256.334.856,84	256.304
dont :					
Poste spécial au titre de l'article 340° §4HGB	717.000,00				(686)
11. Capitaux propres					
a) Capital souscrit					
aa) Capital social		254.619.407,03			254.619
ab) Apports tacites		0,00	254.619.407,03		0
b) Réserve de capitaux			69.084.905,58		254.619
c) Bénéfices non distribués					69.085
ca) Réserves statutaires		84.895.374,13			80.754
cb) Autres bénéfices non distribués		175.164.880,02	260.060.254,15		155.693
d) Bénéfice du bilan			37.270.080,66	621.034.647,42	236.447
					28.822
					588.973
Total du passif				18.433.890.680,93	18.233.362
1. Passifs éventuels					
a) Passifs éventuels découlant d'effets transmis et décomptés			0,00		0
b) Passif résultant de cautionnement et de contrats de garantie			394.391.813,68		426.835
c) Obligations résultant du recours à des sûretés pour des engagements de tiers			0,00	394.391.813,68	0
					426.835
2. Autres obligations					
a) Obligations de reprise d'opérations de			0,00		0

mise en pension			0,00		0
b) Engagements de placement et engagement fermes					
c) Engagement de crédit irrévocables			1.007.736.583,03	1.007.736.583,03	1.423.775
					1.423.775

II. Compte de résultat pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2024

	2024				2023
	EUR	EUR	EUR	EUR	kEUR
1. Produits des intérêts perçus					
a) d'opérations de crédit et d'opérations sur le marché monétaire		553.226.551,06			483.447
dont :					
Produits des intérêts de la caisse d'épargne-Construction					
De prêts d'épargne-logement	3.500.376,28				(1.824)
De crédits de préfinancement et de crédits-relais	11.164.222,89				(12.062)
D'autres prêts à la construction	13.223.334,14				(10.994)
b) de titres à revenu fixe et créances inscrites au livre de la dette publique		18.428.346,91	571.654.897,97		11.651
					495.098
2. Charges d'intérêts					
Charges d'intérêts issus des opérations bancaires			425.986.374,57	145.668.523,40	344.079
dont :					151.019
pour dépôts d'épargne-construction	5.333.773,26				(6.296)
3. Produits courant sur					
a) des actions et autres titres à revenu variable			5.389.302,56		4.774
b) des participations			4.431.310,47		493
c) des parts dans des entreprises liées			0,00	9.820.613,03	0
					5.267
4. Produits sur les contrats de mise en commun de bénéfices et de transfert (partiel) de bénéfice				0,00	0
5. Commissions perçues			21.477.264,92		23.940
dont :					
commissions perçues sur la caisse d'épargne-construction					
Sur la conclusion et négociation de contrats	5.197.715,24				(5.899)
Sur le régime de prêt après l'allocation	0,00				(0)
Sur la mise à disposition et le traitement de crédits de préfinancement et de crédits-relais	0,00				(0)
6. Commissions versées			14.500.470,56	6.976.794,36	15.723
dont					8.217
Pour la conclusion et négociation de contrats de caisse d'épargne-construction	8.741.929,50				(9.406)
7. Produits net du portefeuille de titres de transaction				276.497,18	430
dont :					
Dotation au poste spéciale au titre de l'article 340 ^e §4 du HGB	31.000,00				(50)
8. Autres produits d'exploitation				6.825.919,18	9.267
dont:					(144)
Résultat de la conversion monétaire	0				
9. Charges administratives générales					
a) Frais de personnel					
aa) Salaires et traitements		36.011.740,45			35.443
ab) Charges sociales et dépenses de retraites et d'assistance		9.700.967,78	45.712.708,23		10.026
dont:					45.469
retraites	3.232.004,17				(3.714)
b) Autres charges administratives			32.342.238,03	78.054.946,26	41.304
					86.773

10. Amortissements et provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles			1.314.391,86	1.439
11. Autres charges d'exploitation			5.223.256,54	6.131
dont :				
Résultat de la conversion monétaire	279.792,09			(0)
12. Amortissement et provisions sur créances et certains titres, dotations aux provisions dans les opérations de crédit			16.993.040,52	22.751
13. Dotation au fonds pour risques bancaires généraux		0,00		0,00
14. Produits découlant de la reprise du fonds pour risques bancaires généraux		0,00	0,00	
15. Amortissements et provisions sur participations, parts dans des entreprises liées et titres ayant le caractère d'immobilisations financières		2.843.083,16		0
16. Produits résultant d'attributions à des participations, parts dans des entreprises liées et titre ayant le caractère d'immobilisations financières		864.337,46	-1.978.745,70	499
17. Charges liées à la reprise de pertes			685.975,93	698
18. Résultat de l'activité courante			65.317.990,34	199
19. Produits exceptionnels		0,00		108
20. Charges exceptionnelles		344.858,80		57.197
21. Résultat exceptionnel			-344.858,80	0
22. Impôts sur le revenu et les bénéfices		23.390.254,44		345
dont :				-345
Impôts latents	-6.613.475,03			24.793
23. Autres impôts ne figurant au poste 13		171.676,37	23.561.930,81	(-4.517)
24. Résultat de l'exercice			41.411.200,73	35
25. Dotations aux bénéfices non distribués				24.828
a) Réserve statutaire		4.141.120,07		32.024
b) Autres bénéfices non distribués		0,00	4.141.120,07	3.202
26. Bénéfice au bilan			37.270.080,66	0

B. Rapport du commissaire aux comptes

Attestation sur la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion

Opinions

Nous avons contrôlé les comptes annuels de la Landesbank Saar, Sarrebruck, qui se composent du bilan au 31 décembre 2024, du compte de résultat, de l'état des variations des capitaux propres et du tableau des flux de trésorerie concernant l'exercice débutant au 1er janvier et se terminant au 31 décembre 2024 ainsi que des annexes, y compris de la présentation des méthodes comptables et d'évaluation. Par ailleurs, nous avons vérifié le rapport de gestion de la Landesbank Saar pour l'exercice du 1er janvier au 31 décembre 2024.

En conformité avec les dispositions réglementaires allemandes, nous n'avons pas vérifié les éléments mentionnés du rapport de gestion dans le paragraphe « Autres informations » de notre attestation.

Selon les enseignements que nous avons tirés du contrôle, nous estimons que

- les comptes annuels ci-joints satisfont dans leurs aspects essentiels aux règles commerciales allemandes s'appliquant aux instituts et donnent, dans le respect des principes comptables allemands, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la SaarLB au 31 décembre 2024 ainsi que de ses résultats pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2024 et que
- le rapport de gestion ci-joint donne dans l'ensemble une image fidèle de la situation de l'établissement de droit public. Dans ses aspects essentiels, le présent rapport de gestion est en accord avec les comptes annuels, est conforme aux dispositions réglementaires allemandes et présente de manière pertinente les risques liés à l'évolution future et les atouts dont dispose la banque. Notre opinion sur le rapport de gestion ne s'étend pas au contenu des éléments du rapport de gestion mentionnés dans le paragraphe « Autres informations ».

Conformément à l'article 322 paragraphe 3 phrase 1 HGB, nous déclarons par la présente que nos travaux de vérification n'ont suscité aucune objection à la régularité des comptes annuels et du rapport de gestion.

Base de nos opinions

Nous avons effectué la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 317 HGB et au règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public (n° 537/2014), dans le respect des principes comptables de l'institut allemand des experts-comptables (Institut der Wirtschaftsprüfer IDW) en matière de vérification des comptes. Notre responsabilité en vertu de ces dispositions et de ces principes est décrite en détail dans le paragraphe « Responsabilité du commissaire aux comptes pour la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion » de notre attestation. Nous sommes indépendants de l'établissement de droit public en conformité avec les dispositions du droit européen, du droit commercial allemand et du droit professionnel et avons satisfait aux autres obligations professionnelles allemandes en conformité avec ces exigences. Conformément à l'article 10 paragraphe 2 point f) du règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, nous déclarons en outre ne pas avoir fourni de services autres que d'audit interdits visés à l'article 5 paragraphe 1 de ce règlement. Nous sommes d'avis que les éléments probants que nous avons obtenus lors de nos travaux de vérification sont suffisants et aptes pour servir de base aux opinions que nous émettons sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Sujets particulièrement importants dans la vérification des comptes annuels

Les sujets particulièrement importants pour nos travaux sont ceux qui, à notre appréciation, sont les plus significatifs dans notre vérification des comptes annuels pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2024. En relation avec nos travaux de vérification des comptes annuels, ces sujets ont été pris en compte globalement et dans la formation de notre opinion ; nous n'émettons pas d'opinion distincte sur ces sujets.

- Adéquation des corrections de valeur individuelle pour les créances sur clients

À propos des méthodes comptables et d'évaluation appliquées par la Landesbank Saar, Sarrebruck, aux corrections de valeur individuelle, nous renvoyons au chapitre « Indications sur les méthodes comptables et d'évaluation » au paragraphe (4) de l'annexe de la Landesbank Saar, Sarrebruck. Concernant l'explication du système de gestion du risque, nous renvoyons au chapitre « Rapport prudentiel » du rapport de gestion.

RISQUE AUQUEL SONT EXPOSÉS LES COMPTES ANNUELS

Au poste du bilan « Créances sur clients », la banque affiche à la date de clôture des comptes annuels des créances évaluées au coût amorti et issues d'opérations de crédit, après provision pour risque, d'un montant de 14 488 millions d'euros, soit en v. 78,5 % du total du bilan. Durant l'exercice 2024, la banque a affecté un montant total de 21,7 millions d'euros aux corrections de valeur individuelle pour les risques de défaillance.

La détermination des valeurs de correction individuelle pour les risques de défaillance de créances sur clients est une question d'appréciation. Elle se base sur des estimations futures quant aux flux de paiement attendus issus des remboursements des intérêts et du principal de l'emprunteur ainsi que sur la réalisation de sûretés constituées. Parmi les principales hypothèses et paramètres sous-jacents, on citera notamment la stratégie d'engagement (scénario de poursuite des activités ou de réalisation des sûretés) ainsi qu'au cas par cas l'évolution des marchés des achats et des ventes importants pour les clients emprunteurs ou, le cas échéant, les chances de succès de concepts de réorganisation ou de redressement des clients ou en core, dans le scénario de réalisation, les afflux probables découlant de la réalisation des sûretés.

Pour notre contrôle, il était donc important que des critères adéquats soient fixés pour identifier les engagements à risque de défaillance et que l'identification de tels engagements soit assurée dans le processus. Il était également important pour notre contrôle que des hypothèses aient été définies dans les règles de l'art dans la détermination de la correction de la valeur individuelle, notamment quant à la stratégie d'engagement et au montant des retours de trésorerie attendus. Des hypothèses incorrectes peuvent entraîner une prise en compte non adéquate des risques de défaillance aigus et une évaluation erronée des créances.

MÉTHODE APPLIQUÉE DANS NOTRE CONTRÔLE

Nous nous sommes basés sur l'approche d'audit par les risques et avons fondé notre opinion à la fois sur les opérations de contrôle concrètes et sur celles basées sur des déclarations.

Dans un premier temps, nous nous sommes fait une idée globale de l'évolution du portefeuille de crédit, des risques de défaillance qui y sont liés, des méthodes et modèles utilisés ainsi que du système de contrôle interne quant à la surveillance et à l'évaluation des risques de défaillance dans le portefeuille de crédit. Nous avons mené des enquêtes pour évaluer l'adéquation du système de contrôle interne quant à la fixation de stratégies d'engagement et des autres hypothèses sous-jacentes et consulté les documents importants pour identifier les contrôles pertinents à cet égard.

Nous nous sommes ensuite assurés de la conception du système et de l'efficacité de ces contrôles à l'aide d'échantillons. Concernant les systèmes informatiques utilisés, nous avons vérifié l'efficacité du panneau de configuration et du contrôle des applications en y associant nos experts en informatique. Lorsque nous avons émis des constats sur l'adéquation ou l'efficacité de certains contrôles, nous avons élargi le type et l'ampleur des opérations de contrôle basées sur des déclarations.

Nous avons sélectionné, compte tenu d'aspects d'importance et de risque, certains engagements individuels et analysé si ces engagements présentaient des critères laissant penser qu'il était nécessaire de procéder à une correction de valeur individuelle. Sur cette base, nous avons en particulier contrôlé les hypothèses concernant les flux de paiement contractuels attendus et/ou les flux de paiement résultant de la réalisation des sûretés constituées pour le crédit. Pour autant que ceci concerne les faits et soit important pour l'évaluation de la valeur, nous avons utilisé les expertises sur la valeur établies par des experts externes et prises en compte par la Landesbank Saar et avons évalué à l'aide d'informations accessibles au public si ses hypothèses ont

été dûment définies à partir de sources internes et externes appropriées. Pour finir, nous avons analysé si les corrections de valeur individuelle nécessaires avaient été déterminées dûment sous l'angle arithmétique.

NOS CONCLUSIONS

Les critères d'identification d'engagements nécessitant une correction de valeur individuelle ainsi que les principales hypothèses et les paramètres sous-jacents relatifs au montant des flux de paiement contractuels attendus et/ou au montant des flux de paiement découlant de la réalisation des sûretés constituées ont été sélectionnés dans les règles de l'art et utilisés en conformité avec les principes comptables applicables au montant des corrections de valeur individuelle.

- Adéquation de la correction de valeur forfaitaire selon IDW RS BFA 7

À propos des méthodes comptables et d'évaluation appliquées par la Landesbank Saar aux corrections de valeur forfaitaire, nous renvoyons au chapitre « Indications sur les méthodes comptables et d'évaluation » au paragraphe (4) de l'annexe de la Landesbank Saar. Concernant l'explication du système de gestion du risque, nous renvoyons au chapitre « Rapport prudentiel » du rapport de gestion.

RISQUE AUQUEL SONT EXPOSÉS LES COMPTES ANNUELS

Au poste du bilan « Créances sur clients », la banque affiche à la date de clôture des comptes annuels des créances évaluées au coût amorti et issues d'opérations de crédit, après provision pour risque, d'un montant de 14 488 millions d'euros, de passifs éventuels pour 394,4 millions d'euros et d'engagements de crédit irrévocables à raison de 1 007,7 millions d'euros. Ces encours sont à la base de la constitution de la correction de valeur forfaitaire compte tenu de « l'avis de l'IDW sur l'information financière, la provision des risques de correction de valeur forfaitaire pour des risques de défaillance prévisibles mais qui ne sont pas encore concrétisés individuellement dans les opérations de crédit d'établissements de crédit (« Corrections de valeur forfaitaire ») » (IDW RS BFA 7). La correction de valeur forfaitaire pour risques de défaillance latents dans les opérations de crédit s'élève à 21,7 millions d'euros à la date de référence.

La banque détermine la correction de valeur forfaitaire destinée à couvrir les risques de défaillance latents de créances issues d'opérations de crédit ainsi que de passifs éventuels et d'engagements de crédit irrévocables conformément à IDW RS BFA 7 selon une approche fondée sur des paramètres et basée sur un modèle Expected Loss. Parmi les hypothèses et paramètres sous-jacents importants pour quantifier ces risques de défaillance, on citera notamment la probabilité de défaillance spécifique aux emprunteurs, le taux de perte en cas de survenance de la défaillance ainsi que les hypothèses sur le taux de rappel attendu au niveau des passifs éventuels et des engagements de crédit irrévocables qui sont dans une grande mesure une question d'appréciation.

Les estimations et/ou appréciations discrétionnaires étant accompagnées d'incertitudes et ayant un impact fort sur le montant des corrections de valeur forfaitaire nécessaires, il a été particulièrement important pour nous de vérifier que les principales hypothèses et les paramètres sous-jacents aient été définis dans les règles de l'art et dûment appliqués dans le modèle Expected Loss, de sorte qu'il puisse être tenu compte des risques de défaillance latents conformément aux principes commerciaux d'une évaluation prudente.

MÉTHODE APPLIQUÉE DANS NOTRE CONTRÔLE

Sur la base de notre estimation des risques quant à l'évaluation des risques d'erreur, nous avons fondé notre opinion à la fois sur les opérations de contrôle concrètes et sur celles basées sur des déclarations.

Dans un premier temps, nous nous sommes fait une idée globale de l'évolution du portefeuille de crédit, des risques de défaillance qui y sont liés, des méthodes et modèles utilisés ainsi que du système de contrôle interne quant à la surveillance et à l'évaluation des risques de défaillance latents dans le portefeuille de crédit.

Nous avons mené des enquêtes pour évaluer l'adéquation du système de contrôle interne quant à la modélisation et au calibrage des paramètres et hypothèses sous-jacentes et consulté les documents importants pour identifier les contrôles pertinents à cet égard. Nous avons ensuite contrôlé l'adéquation, la configuration conforme et l'efficacité de ces contrôles à l'aide d'échantillons. Nos opérations de contrôle ont porté entre autres sur des contrôles de la définition, de la validation et de l'approbation des paramètres utilisés ainsi que de l'application conforme des méthodes de notation mises en place pour permettre, dans une optique commerciale, une estimation appropriée des probabilités de défaillance spécifiques aux emprunteurs. En ce qui concerne les systèmes informatiques utilisés, nous avons contrôlé l'adéquation de l'environnement informatique et l'efficacité des contrôles informatiques généraux en y associant nos experts informatiques KPMG. Lorsque nous avons émis des constats sur l'adéquation ou l'efficacité de certains contrôles, nous avons élargi le type et l'ampleur des opérations de contrôle basées sur des déclarations.

À partir de là, nous avons dans un deuxième temps procédé à des opérations de contrôle basées sur des déclarations, comprenant entre autres l'analyse des résultats de la validation des modèles utilisés pour classifier le risque, le contrôle aléatoire de la qualité des paramètres utilisés pour le calcul de la correction de valeur forfaitaire ainsi que le nouveau calcul du modèle de calcul de la correction de valeur forfaitaire.

Pour finir, nous avons examiné si la correction de la valeur forfaitaire avait été dûment saisie dans le système de reddition des comptes et dans les comptes annuels de la banque.

NOS CONCLUSIONS

Les principales hypothèses et paramètres à la base de l'évaluation de la correction de valeur forfaitaire selon IDW RS BFA 7 ont été définis dans les règles de l'art et dûment intégrés au modèle de calcul de la correction de valeur forfaitaire en conformité avec règles comptables d'une évaluation prudente, qu'il convient d'appliquer.

Autres informations

La Comité de direction est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent les parties du rapport de gestion dont le contenu n'a pas été vérifié :

- le rapport non financier distinct qui sera probablement mis à disposition après la date de l'attestation et auquel il est fait référence dans le rapport de gestion.
- la déclaration sur la gestion de l'entreprise à laquelle il est fait référence dans le rapport de gestion.

Nos opinions sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion ne portent pas sur les autres informations ; en conséquence, nous n'émettons d'opinion ni ne tirons de conclusion, sous quelque forme que ce soit, quant à ces dernières.

En relation avec notre vérification, nous sommes tenus de lire les autres informations mentionnées ci-dessus et d'apprécier si elles

- présentent des incohérences importantes par rapport aux comptes annuels, aux indications vérifiées du rapport de gestion ou aux connaissances que nous avons obtenues lors de notre vérification ou
- semblent mal présentées sur des aspects essentiels.

Responsabilité du Comité de direction et du conseil d'administration quant aux comptes annuels et au rapport de gestion

Le Comité de direction est responsable de l'établissement des comptes annuels qui répondent dans tous les aspects essentiels aux dispositions du droit commercial allemand applicables aux instituts et à RechKredV. Ils doivent également veiller à ce que les comptes annuels donnent, dans le respect des principes comptables allemands, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'établissement de droit public. Par ailleurs, le Comité de direction est responsable des contrôles internes qu'il a jugés nécessaires en conformité avec les principes comptables allemands pour établir des comptes annuels exempts de déclarations erronées importantes en raison d'actes délictueux (p. ex. de manipulations de la reddition des comptes et de dommages patrimoniaux) ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des comptes annuels, le Comité de direction est responsable de l'évaluation de la capacité de l'établissement de droit public à poursuivre les activités commerciales. Il doit en outre indiquer les sujets importants en relation avec la poursuite des activités commerciales. Il a également pour tâche de faire le bilan de la poursuite des activités commerciales sur la base du principe comptable, pour autant que des conditions de fait ou de droit ne s'y opposent pas.

Par ailleurs, le Comité de direction est responsable de l'élaboration du rapport de gestion qui donne globalement une image fidèle de la situation de l'établissement de droit public et est en conformité sur tous les aspects essentiels avec les comptes annuels, satisfait aux dispositions réglementaires allemandes et présente dûment les atouts dont dispose la banque et les risques liés à l'évolution future. Enfin, le Comité de direction a pour responsabilité de prendre les dispositions et mesures (systèmes) qu'il juge nécessaires pour mettre au point un rapport de gestion en conformité avec les dispositions réglementaires allemandes à appliquer et pour apporter suffisamment d'éléments probants pour les déclarations faites dans le rapport de gestion.

Le Conseil d'administration est responsable de la surveillance du processus de reddition des comptes de l'établissement de droit public aux fins de mise au point des comptes annuels et du rapport de gestion.

Responsabilité du commissaire aux comptes quant à la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion

Notre objectif est de pouvoir dire avec une sécurité suffisante si les comptes annuels, dans leur ensemble, sont exempts de présentations erronées essentielles en raison d'actes délictueux ou d'erreurs et si le rapport de gestion donne globalement une image fidèle de la situation de l'établissement de droit public, est conforme sur tous les points essentiels aux comptes annuels et aux enseignements tirés du contrôle, satisfait aux dispositions réglementaires allemandes et présente dûment les atouts dont dispose la banque et les risques liés à l'évolution future, et en fin de délivrer une attestation contenant nos opinions sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion.

Une sécurité suffisante représente un niveau de sécurité élevé, mais ne garantit pas qu'un contrôle effectué en conformité avec l'article 317 HGB et avec le règlement relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, compte tenu des principes comptables allemands définis par l'institut des experts-comptables (IDW), permette toujours de détecter une présentation erronée importante. Les présentations erronées peuvent résulter d'actes délictueux ou d'erreurs et doivent être jugées essentielles si l'on peut raisonnablement supposer qu'elles impactent, individuellement ou conjointement, les décisions économiques prises par des destinataires sur la base des présents comptes annuels et du rapport de gestion.

Durant le contrôle, nous faisons preuve d'une conscience professionnelle et conservons une attitude critique. Par ailleurs, nous

- identifions et évaluons les risques liés à des présentations erronées importantes en raison d'actes délictueux ou d'erreurs dans les comptes annuels et le rapport de gestion, planifions et réalisons des opérations de contrôle pour réagir à ces risques et recueillons des éléments probants suffisants et aptes à servir de base à nos opinions. Le risque de ne pas déceler des représentations erronées importantes découlant d'actes délictueux est plus important que le risque de ne pas identifier une représentation erronée découlant d'erreurs, car les actes délictueux peuvent englober une coopération collusive, des falsifications, des informations incomplètes voulues, des présentations trompeuses et/ou la neutralisation des systèmes de contrôle internes ;

- comprenons mieux les systèmes de contrôle internes importants pour la vérification des comptes annuels et des dispositifs et mesures jouant un rôle important dans la vérification du rapport de gestion pour planifier des opérations de contrôle qui soient appropriées aux circonstances en présence, sans toutefois avoir pour objectif d'émettre vis-à-vis de l'établissement de droit public une opinion sur l'efficacité des systèmes de contrôle internes de l'établissement de droit public et/ou de ces dispositifs et mesures ;

- évaluons l'adéquation des méthodes de reddition des comptes appliquées par le Comité de direction ainsi que la viabilité des valeurs estimées présentées par le Comité de direction et des informations qui y sont liées ;
- tirons des conclusions sur l'adéquation du principe comptable de poursuite de l'activité commerciale, utilisé par le Comité de direction, et évaluons sur la base des éléments probants que nous avons obtenus s'il existe une incertitude majeure en relation avec des événements ou des circonstances susceptibles de soulever des doutes significatifs quant à la capacité de l'établissement de droit public à poursuivre l'activité commerciale. Si nous estimons qu'il existe une incertitude majeure, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans l'attestation sur les informations correspondantes figurant dans les comptes annuels et dans le rapport de gestion ou, si ces informations ne sont pas adéquates, de modifier notre opinion respective. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments probants que nous avons recueillis jusqu'à la date de notre attestation. Des événements ou circonstances dans le futur peuvent cependant entraver la capacité de l'établissement de droit public à poursuivre son activité ;
- évaluons la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur globalité, ainsi que les informations ; nous évaluons également si les transactions et les événements à la base des comptes annuels sont présentés de manière à ce que les comptes annuels donnent, dans le respect des principes comptables allemands, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'établissement de droit public ;
- évaluons la conformité du rapport de gestion avec les comptes annuels, son respect des dispositions réglementaires et l'image donnée de la situation de l'entreprise.
- réalisons des opérations de contrôle sur les informations présentées par le Comité de direction dans le rapport de gestion en ce qui concerne l'évolution future. Sur la base d'un nombre suffisant d'éléments probants adéquats, nous retraçons les hypothèses importantes de l'évolution future, posées par le Comité de direction, et évaluons si les informations sur les perspectives d'avenir sont déterminées dans les règles de l'art à partir de ces hypothèses. Nous n'émettons pas de propre opinion sur les informations données quant aux perspectives d'avenir ainsi que sur les hypothèses sous-jacentes. Il existe un risque important et inévitable que des événements futurs divergent fortement des indications données sur les perspectives d'avenir.

Nous examinons avec les responsables de la surveillance entre autres l'ampleur prévue et le calendrier du contrôle ainsi que les principales constatations du contrôle, y compris d'éventuelles lacunes importantes dans les contrôles internes que nous observons lors de notre contrôle.

Nous déclarons vis-à-vis des responsables de la surveillance avoir respecté les exigences pertinentes en matière d'indépendance et examinons avec eux toutes les relations et autres sujets dont on peut raisonnablement supposer qu'ils ont un impact sur notre indépendance, ainsi que, si nécessaire, les actions engagées pour lever la menace qui pèse sur notre indépendance ou les mesures de protection prises.

Parmi les sujets que nous avons examinés avec les responsables de la surveillance, nous déterminons ceux qui ont été les plus importants pour le contrôle des comptes annuels sur la période couverte par le présent rapport et qui sont donc les sujets particulièrement importants pour le contrôle. Nous décrivons ces faits dans l'attestation à moins que des lois ou autres dispositions réglementaires s'opposent à la publication des faits.

Autres exigences légales et juridiques

Attestation sur le contrôle de la reproduction électronique des comptes annuels et du rapport de gestion au titre de l'article 317 paragraphe 3a HGB, mise au point aux fins de diffusion

Conformément à l'article 317 paragraphe 3a HGB, nous avons examiné avec une sécurité suffisante si les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion (dénommées par la suite « Documents FEEU ») contenues dans le fichier « 2025-03-11 JA.zip » (SHA256-valeur de hachage : 299d50eccedd67fe4cec6ce5909727b3c4f877ec28877d4) et mises au point aux fins de diffusion répondaient aux dispositions de l'article 328 paragraphe 1 HGB quant au format de reporting électronique (« format FEEU ») à tous les égards importants. En conformité avec les dispositions réglementaires allemandes, ce contrôle ne porte que sur le transfert des informations contenues dans les comptes annuels et le rapport de gestion au format FEEU et non sur les informations figurant dans ces reproductions ni sur d'autres informations contenues dans le fichier indiqué ci-dessus.

Nous estimons que les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenues dans le fichier mentionné ci-dessus et mises au point aux fins de diffusion répondent à tous les égards importants aux dispositions de l'article 328 paragraphe 1 HGB relatives au format de reporting électronique. Nous ne donnons, au-delà de ce point de vue et des opinions sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion joints en annexe pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 2024, telles que contenues dans notre « Attestation sur la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion », aucune opinion sur les informations contenues dans ces reproductions ni sur les autres informations figurant dans le fichier indiqué ci-dessus.

Nous avons contrôlé les reproductions des comptes annuels et du rapport de gestion contenues dans le fichier mentionné ci-dessus en conformité avec l'article 317 paragraphe 3a HGB et dans le respect de la norme de contrôle de l'IDW : contrôle des reproductions électroniques des comptes annuels et des rapports de gestion au titre de l'article 317 paragraphe 3a HGB (IDW PS 410 (06/2022), mises au point aux fins de diffusion. Notre responsabilité en vertu de ces dispositions est décrite en détail ci-dessous. Notre cabinet de commissaires aux comptes a appliqué les exigences auxquelles doit satisfaire le système d'assurance de la qualité dans le cabinet de commissaires aux comptes (IDW QMS 1 (09/2022)).

Le Comité de direction de l'établissement public est responsable de la mise au point des documents FEEU avec les reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion conformément à l'article 328 paragraphe 1 phrase 4 n° 1 HGB.

Par ailleurs, le Comité de direction de l'établissement public est responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour la mise au point des documents FEEU exempts d'infractions importantes - voulues ou non - aux dispositions de l'article 328 paragraphe 1 HGB relatives au format de reporting électronique.

Le Conseil d'administration est responsable de la surveillance du processus de mise au point des documents FEEU qui font partie du processus de reddition des comptes.

Notre objectif est de pouvoir dire avec une sécurité suffisante si les documents FEEU sont exempts d'infractions importantes - voulues ou non - aux exigences mentionnées à l'article 328 paragraphe 1 HGB. Durant le contrôle, nous faisons preuve d'une conscience professionnelle et conservons une attitude critique. Par ailleurs, nous

- identifions et évaluons les risques liés à des infractions importantes - voulues ou non - aux exigences de l'article 328 paragraphe 1 HGB, planifions et réalisons des opérations de contrôle pour réagir à ces risques et recueillons des éléments probants suffisants et aptes à servir de base à notre opinion ;
- comprenons mieux les systèmes de contrôle internes importants pour la vérification des documents FEEU pour planifier des opérations de contrôle qui soient appropriées aux circonstances en présence, sans toutefois avoir pour objectif d'émettre une opinion sur l'efficacité de ces systèmes ;
- évaluons la validité technique des documents FEEU, c'est-à-dire si le fichier contenant les documents FEEU répond aux dispositions du Règlement Délégué (UE) 2019/815 dans la version en vigueur à la date de clôture des comptes annuels et relative aux spécifications techniques que doit remplir ce fichier ;
- évaluons si les documents FEEU permettent une reproduction XHTML identique des comptes annuels et du rapport de gestion contrôlés.

Autres indications conformément à l'article 10 du règlement relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public

Nous avons été élus commissaires aux comptes le 14 septembre 2023 par l'Assemblée générale. Nous avons été mandatés par le Conseil d'administration en date du 6 août 2024. Nous travaillons sans interruption depuis l'exercice 2019 comme commissaires aux comptes de la Landesbank Saar.

Nous déclarons par la présente que les opinions émises dans la présente attestation sont en conformité avec le rapport complémentaire adressé au Comité d'audit selon l'article 11 du règlement relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public (rapport de contrôle).

Autres faits - utilisation de l'attestation

Notre attestation doit toujours être lue en lien avec les comptes annuels, le rapport de gestion et les documents FEEU contrôlés. Les comptes annuels et le rapport de gestion - tout comme les versions à publier au registre des entreprises - sont uniquement des reproductions électroniques des comptes annuels et du rapport de gestion contrôlés et ne les remplacent pas. La note FEEU notamment, qui contient notre opinion, ne peut être utilisée qu'en relation avec les documents FEEU contrôlés et mis à disposition sous forme électronique.

Commissaire aux comptes responsable

Le commissaire aux comptes responsable du contrôle est Monsieur Klaus-Ulric Pfeiffer.

Sarrebruck, le 13 mars 2025

KPMG AG
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Pfeiffer
Commissaire aux comptes

Ketzler
Commissaire aux comptes

C. Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public sur le site www.saarlb.de en téléchargement.